Les voix des ancêtres et les voies du développement

Les populations de l'Ankaraña en butte à la mondialisation

The Ancestors' Voices and Paths to Development: The Antankaraña Exposed to Globalisation

Laurent Berger

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8367>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8367

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2006

Pagination : 129-160

Référence électronique

Laurent Berger, « Les voix des ancêtres et les voies du développement », *Études rurales* [En ligne], 178 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 11 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8367> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8367

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_178&ID_ARTICLE=ETRU_178_0129

Les voix des ancêtres et les voies du développement. Les populations de l'ankaraña en butte à la mondialisation

par Laurent BERGER

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2006/02 - 178

ISSN 0014-2182 | pages 129 à 160

Pour citer cet article :

— Berger L., Les voix des ancêtres et les voies du développement. Les populations de l'ankaraña en butte à la mondialisation, Études rurales 2006/02, 178, p. 129-160.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES VOIX DES ANCÊTRES ET LES VOIES DU DÉVELOPPEMENT

Laurent Berger

LES POPULATIONS DE L'ANKARAÑA EN BUTTE À LA MONDIALISATION

JUSQU'AUX TRAVAUX D'AMARTYA SEN, le développement des pays pauvres a toujours été pensé en termes d'accumulation du capital (technique, financier, humain), et a, par conséquent, toujours été envisagé comme un problème de croissance qu'il fallait résoudre politiquement en intervenant au niveau des changements sociaux requis et des mentalités en cause. Il y eut le « décollage » et le « rattrapage » anticipés par les théories de la modernisation des années cinquante, le « décrochage » préconisé par les tiers-mondistes dans les années soixante-dix. Aujourd'hui, c'est la « bonne gouvernance » qui est encouragée par la Banque mondiale et le FMI.

Les ethnologues ne se sont que tardivement intéressés à ces « configurations développementistes » [Olivier de Sardan 1995] et à la manière dont elles participent à la reconfiguration des formes de « gouvernamentalité » et de « dispositifs » existants [Foucault 1994 et 2004a et b]. Censés améliorer les conditions d'existence des populations locales, ces changements « pilotés » ont, en effet, bien plus souvent renforcé le

gouvernement de celles-ci par l'appareil d'État [Ferguson 1990] ou par les principales institutions internationales [Escobar 1995] qu'ils n'ont résorbé la pauvreté et combattu les inégalités en matière de soins, d'éducation et de revenus.

Dans la perspective d'une ethnographie globale [Burawoy 2000], l'accent a donc été légitimement mis sur les situations réelles auxquelles étaient confrontées les populations concernées par ces politiques de développement ainsi que sur les multiples échelles d'interaction (locale, régionale, nationale, internationale, transnationale) mobilisées dans la négociation, l'esquive, le détournement ou l'acceptation subie des contraintes et des opportunités, accompagnant tant les actions publiques que les initiatives privées (ONG, entreprises multinationales, mouvements religieux universels) associées à ces politiques [Long 2001].

La présente étude de cas élargie (*extended case method approach*)¹, qui s'appuie sur vingt mois d'investigation ethnographique au nord de Madagascar, décrit ainsi la façon dont les populations vivant à l'ouest du massif de l'Ankaraña se sont, dans la dernière décennie, accommodées d'un projet d'implantation d'un site d'aquaculture crevette à proximité ou à l'endroit même de leurs habitations, de leurs lieux de culte, de leurs zones de pêche, de leurs champs

---

1. À propos de ce dispositif d'enquête créé par Max Gluckman et l'École de Manchester pour appréhender la « colonisation par le bas », voir M. Burawoy [2003] et le numéro 49(3) de *Social Analysis* (2005).

cultivés et de leurs pâturages². Ce projet cristallisait trois des principales caractéristiques du régime d'accumulation postfordiste propre à la mondialisation contemporaine [Boyer et Saillard 1995] : il était porté par un holding multinational appartenant à une famille de la diaspora indo-pakistanaise installée à Madagascar ; il était financé par la Société financière internationale ; la « négociation » de sa réalisation³ était conduite, dans des conditions parfois rocambolesques, sous le patronage d'un État malgache endetté et soumis à un ajustement structurel, auprès d'autorités locales affiliées à une royauté sacrée et à un mouvement religieux réformiste [Berger 2005 et 2006].

On assiste donc là à l'émergence d'une firme multinationale sur le marché mondial, qui s'accompagne d'une forme de globalisation financière. Les régulations étatiques nationales sont supplantées par des régulations d'ordre multilatéral impliquant des institutions supranationales, des acteurs transnationaux et des organisations locales non étatiques.

Le dernier épisode marquant de cette implantation donne une idée des répercussions inattendues qu'elle a eues : en septembre 2004, le *Madagascar Tribune* et la télévision nationale annoncent la destitution, par « son peuple », du roi *antankaraña* Tsimiaro III et sa révocation rituelle « définitive » par les descendants directs de ses prédécesseurs, au centre névralgique du royaume jouxtant le nouveau site d'aquaculture (le palais résidentiel d'Ambatoharaña). Les nobles à l'origine de ce putsch justifient leur décision en invoquant le comportement « impardonnable » du souverain : ce dernier est accusé d'avoir

« gâté » l'esprit de parentalité et de solidarité des gens du royaume (*fihavañana*), de n'avoir pas respecté les us et coutumes ancestrales (*fomban-drazaña*) et d'avoir trahi le mode de gouvernement local (*fanjakana*) en ne laissant plus les conseillers, nobles et roturiers, le guider dans la politique à suivre. Mais ce qu'on lui reproche surtout, c'est d'avoir entravé le développement « rapide et durable » (*fampan-droasana haingana sy maharitra*) de la région en s'opposant délibérément à l'implantation de cette entreprise.

Il est ainsi fait grief à ce roi d'avoir, en immolant publiquement un zébu, organisé un rituel de malédiction à l'encontre des personnes susceptibles de collaborer à l'installation du site aquacole, et d'avoir édicté, lors du pèlerinage aux grottes funéraires royales de l'Ankaraña, un tabou (*fady*) interdisant à quiconque de se salarier pour cette entreprise, sous peine de recevoir les foudres des ancêtres royaux. Les nobles précisent, pour finir, que c'est désormais l'Association des populations de l'Ankaraña qui s'occupera, dans cette période transitoire, de représenter et de faire fonctionner la royauté et d'entretenir de

2. Cette ethnographie multisite (selon l'expression de Georges Marcus) a été menée, entre septembre 1997 et juin 2001, dans différents villages et villes de la région nord, auprès des multiples acteurs concernés par ce projet d'aquaculture.

3. Ce qui s'est concrétisé, en l'an 2000, par l'embauche de un millier de personnes et par la construction d'une écloserie, d'une piste d'atterrissage, d'une station de pompage, d'une usine de conditionnement et d'une centaine de bassins d'élevage destinés à la production et à l'exportation annuelle de près de 5 000 tonnes de crevettes.

bons rapports avec l'appareil d'État malgache et l'entreprise.

Mais, en juin 2005, un des plus hauts dignitaires roturiers du royaume réagit vivement au fait que le président de cette association apparaisse à la télévision au côté du nouveau président de la République, Marc Ravalomanana⁴, et soit présenté comme le nouveau souverain *antankaraña*. Ce conseiller royal (*manantany*), « Premier ministre » du royaume et représentant des gens de la terre, déclare n'accepter ni le « remplacement du roi de son vivant »⁵ ni la scission amorcée du « peuple *antankaraña* ». Selon lui, la procédure rituelle de destitution n'a été menée que par une minorité de nobles, non fondés à agir de la sorte au regard des coutumes ancestrales. Il rappelle que la seule intronisation royale valable est celle qui obtient l'aval du peuple réuni dans une division clanique du travail lors du rituel d'élévation du mât (*tsangan-tsainy*). Seuls les conseillers roturiers peuvent porter sur leurs épaules le souverain élu et rendu ainsi sacré (et non les enfants de nobles à qui sont dévolues les prières et les demandes de bénédiction). Il souligne par là les dangers d'une pareille procédure : celle-ci va « renverser la terre et tarir ses forces » car elle menace la puissance vitale (le *hasiñy*) canalisée et transmise par les ancêtres royaux et le roi, dont les bénédictions assurent la fertilité du sol, la fécondité des espèces humaines, animales et végétales, et la prospérité des populations.

Le risque est que le peuple « se détourne » du roi illégitime et ne « suive plus le chemin des ancêtres », dont le souverain a la charge, car « ce n'[est] pas la longue soutane musulmane dont on [revêt] le prince qui [fait] de lui un roi, mais,

par-dessus tout, le fait qu'il [est] nommé et élevé à ce rang par son peuple, selon les coutumes ancestrales de celui-ci »⁶. Ce haut dignitaire accuse d'ailleurs l'entreprise d'aquaculture d'être responsable de cette situation, née du refus de Tsimiaro III de cautionner les procédures « frauduleuses » d'immatriculation et d'acquisition des terres du site aquacole. Il invite les conseillers de l'appareil monarchique à continuer à suivre le roi Tsimiaro III et à appliquer les directives, en concertation avec lui.

Que s'est-il passé concrètement entre les différents protagonistes de cette affaire pour en arriver à cette joute médiatique ? Comment rendre intelligible, dans un État de droit démocratique, laïc et républicain, cette destitution rituelle d'un souverain malgache par une branche dynastique rivale, à la suite de l'implantation d'un site agro-industriel sur des terres revendiquées par certains membres de cette royauté comme un patrimoine ancestral « inaliénable » (*lovandrazaña*) ? Il semble nécessaire de procéder par étapes pour démêler cette intrigue. D'abord en explorant le régime foncier et la stratification sociale en place au nord de Madagascar. Puis en s'intéressant aux modalités d'insertion de cette royauté, sur le long terme, dans les réseaux d'échanges globaux, de manière à reconstituer, sur les dix dernières années, l'historique de ce projet au travers des différents niveaux d'interaction

4. Porté au pouvoir en 2002 dans des circonstances difficiles [Raison-Jourde et Raison 2002 ; Roubaud 2002].

5. Cf. *La gazette de la Grande Île*, 11 juin 2005.

6. *Ibid.*

sollicités dans sa mise en œuvre. Ce qui nous donnera l'occasion de cerner, en termes de construction matérielle de « communautés politiques imaginées » [Anderson 1983], les enjeux contemporains des politiques de développement et des processus de mondialisation concomitants.

Une stratification régionale complexe

Les terrains retenus pour l'implantation du site avaient un statut particulier. Du point de vue juridique, ils appartenaient au domaine de l'État, celui-ci étant, depuis le XIX^e siècle, « présumé⁷ propriétaire de tous les terrains non immatriculés ou non cadastrés ou non appropriés en vertu des titres réguliers » [Roubaud 2002 : 102]⁸. Cependant, lorsque des populations s'installaient sur ces terres appartenant à l'État, elles pouvaient légalement disposer des parcelles qu'elles mettaient en valeur (par le lotissement, l'agriculture, etc.) et les transmettre à leurs descendants suivant des pratiques coutumières. Autrement dit, les terrains qui n'étaient pas appropriés par voie légale (c'est-à-dire par l'acquisition d'un titre de propriété, après bornage et immatriculation) appartenaient, de fait, à l'État tout en étant susceptibles d'être revendiqués par des occupants qui en jouissaient pleinement et pouvaient en conséquence s'en porter acquéreurs.

Or le périmètre d'implantation du site aquacole empiétait sur les zones d'habitation et de circulation de pêcheurs, d'agriculteurs et d'éleveurs. La gestion et l'appropriation des ressources naturelles relevaient de rapports de parenté au sein desquels les notions d'antériorité et d'ancestralité jouaient un rôle prépondérant dans l'organisation lignagère des communautés locales [Ottino 1998 ; Berger

2006]. Les groupes domestiques ayant défriché et colonisé les lieux y ensevelissaient cérémonieusement leurs morts dans des tombeaux ancestraux, et, à ce titre, instituaient leurs descendants comme « *tômpontany* », c'est-à-dire comme ayants droit, à la fois « maîtres, propriétaires et responsables de l'endroit », premiers occupants du sol, investis de prérogatives rituelles, économiques et politiques.

Ces « autochtones » étaient ainsi légitimés à fonder églises, temples, mosquées ou autels cérémoniels afin d'intercéder efficacement auprès de Dieu, des ancêtres (*razaña*) ou bien des esprits chthoniens (*hianan-tany*). Ils contrôlaient l'accès aux terrains et aux emplacements de barrages fixes, qu'ils cédaient aux « allochtones » par le biais d'alliances matrimoniales, du fermage ou du métayage. Enfin, ils participaient aux assemblées villageoises, dotés d'une influence considérable dans la prise des décisions lors du règlement des litiges [Gezon 1999a et b, 2000].

Les allochtones, quant à eux, formaient l'ensemble de ceux qui étaient nés ou avaient enfanté sur place (les *zanatany*) mais qui n'étaient pas pour autant admis dans les tombeaux ancestraux, du simple fait d'être considérés comme des affins ou comme des enfants de sœur classificatoire (*zanaka vavy*). À ces

7. Toutefois cette présomption « n'est pas opposable aux personnes ou aux collectivités qui occupent des terrains sur lesquels elles exercent des droits de jouissance individuels ou collectifs qui pourront être constatés et sanctionnés par la délivrance d'un titre domanial » [*ibid.*].

8. Ces terrains correspondent encore aujourd'hui à près de 90 % de la surface de l'île [Bertrand et Razafindrabe 1997].

allochtones s'ajoutait la multitude des gens de passage et des migrants originaires d'autres « pays », étrangers à la région (*vahiny*), auxquels étaient réservés des lieux de sépulture spécifiques ne leur ouvrant aucun droit sur la terre. Des migrants avaient, en effet, peuplé la région par vagues, tout au long du XX^e siècle, requis pour travailler sur les plantations, au fond des mines aurifères ou dans les industries européennes naissantes, et fournissant par ailleurs le contingent des ouvriers agricoles de l'usine de canne à sucre voisine : La Sirama [Rabeherifara 1987].

Une population locale composite s'accommodait donc d'un régime foncier où les terres vacantes n'appartenaient à personne, si ce n'est virtuellement à l'État, et où, selon le principe de l'allotissement [Testart 2003 et 2004], chacun avait droit à une parcelle de terre cultivable à condition d'être reconnu comme membre d'un groupe de descendance résidentiel ou bien de s'inscrire dans un rapport de dépendance vis-à-vis de ses hôtes. Or, la royauté sacrée *antankarana* était justement présente dans la province depuis le XVIII^e siècle, sous la forme d'un vaste appareil monarchique composé de groupes de descendance résidentiels disséminés dans les villes et villages, au sein desquels étaient cooptés rituellement les conseillers, roturiers et nobles, chargés de représenter les « sujets » auprès du roi, et le roi auprès de ses « sujets » (*mpañaraka*, littéralement : « ceux qui suivent »).

Ainsi, parmi les agglomérations attenantes au site, les deux plus importantes – Bobasakoa et Ambatoharana – étaient dirigées politiquement, gérées économiquement et administrées religieusement (dans le cadre de l'islam *shafi'ite* et des cultes ancestraux et royaux),

sous la férule de membres actifs de cette royauté, légitimés à se revendiquer comme les plus anciens *tômpontany* de la région.

La complexité de la situation tenait à ce que seule une partie de la population locale était pleinement intégrée à l'orbite de cet appareil monarchique. L'autre partie, en effet, ne reconnaissait pas forcément la puissance invisible des ancêtres royaux, engagée qu'elle était dans des voies du salut encadrées par des prêtres lignagers et des devins guérisseurs, des mouvements évangéliques (adventistes du 7^e jour, « mouvement du réveil ») et pentecôtistes, des églises anglicanes et catholiques, des temples luthériens, diverses confréries soufies et des associations musulmanes réformistes (*silamo malagasy*).

Certains groupes, qui, habitant de longue date cette région, y enterraient leurs ancêtres et se transmettaient donc les terres selon des coutumes ancestrales sanctionnant le cycle de vie (naissance, coupe de cheveux, circoncision, vœux, mariage, funérailles), n'en demeuraient pas moins à l'écart des liens de filiation et d'alliance associant les groupes constitutifs de l'appareil monarchique *antankarana*, en raison de leur provenance d'autres parties de l'île (pays *antemoro*, *sakalava*, *tsimihety*, *antandroy*, *betsimisaraka*, *betsileo*), voire des Comores ou des côtes africaines voisines (Ajojo, Makoa).

Le système de différenciation basé sur les occupations professionnelles et les sources de revenus s'avérait donc incontournable pour saisir la composition de ces populations, d'autant que celles-ci connaissaient une forte mobilité géographique liée aux multiples activités productives qu'elles menaient de front. Les

La région de l'Ankaraña

inégalités au sein de ces populations s'exacerbaient ou s'atténuaient, en effet, suivant leur localisation géographique et leur degré de proximité avec les flux générés par les principales grappes d'activité autour desquelles s'organisaient les zones urbaines et rurales de peuplement. La concentration démographique était étroitement liée aux possibilités de revenus qu'offrait la spécialisation de certains pôles de développement : à l'exemple de la ville portuaire d'Antsiranana, centre administratif, commercial et industriel de la région, de la ville-usine de La Sirama, construite au milieu des plantations de canne à sucre, des villages miniers du saphir et de l'or, des fronts pionniers de la pêche ou encore des enclaves touristiques cotées.

Il existait des transferts de ressources matérielles et monétaires entre la ville et la campagne, au gré des trajectoires sociales des enfants et petits-enfants lancés à la conquête du monde extra-villageois, du fait de la rareté des surfaces cultivables disponibles et de l'impossibilité de continuer à morceler les terres, d'un lignage à l'autre. Ainsi le secteur du bâtiment et de l'industrie, très cloisonné⁹, tout comme celui du tertiaire, était d'une importance capitale, par les liens clientélistes et les clivages qui s'y développaient parallèlement aux formations acquises. Et ce, aussi bien dans les administrations publiques et l'armée, les ONG, les partis politiques, les compagnies d'assurance et les banques qu'au sein des sociétés commerciales de collecte ou des entreprises exportatrices. À cela s'ajoutaient les multiples initiatives de l'économie informelle plus ou moins licite, dont près de la moitié de la population locale tirait ses revenus (petit commerce,

transport routier, restauration, corruption et trafics divers, *transactional sex*¹⁰).

En définitive, les populations locales pouvaient donc difficilement être assimilées à un paysanat autarcique, tant il existait, pour chaque famille étendue, au moins un de ses membres – salarié, fonctionnaire, vivant à l'étranger, représentant de l'État – qui ne puisse, d'une manière ou d'une autre, faire bénéficier ses parents restés au village de transferts de ressources et du soutien de réseaux implantés en ville. Et, de façon symétrique, lorsque des personnes récemment installées sur place ne pouvaient compter sur l'aide de parents proches, elles n'hésitaient pas à s'engager dans des groupes de coopération et de solidarité, dont les logiques d'affiliation allaient au-delà des rapports de parenté. Il pouvait s'agir d'associations légales s'appuyant sur des bases religieuses (chrétiennes, musulmanes), syndicales (telles les associations de pêcheurs traditionnels) ou ethniques (telles les associations d'originaires, centrées sur le rapatriement du cadavre vers le tombeau familial d'origine). Ces associations étaient

9. Voir l'exemple de la ville-usine de La Sirama où la hiérarchie interne à l'entreprise a conditionné le regroupement des logements dans des quartiers délimités : ainsi l'église catholique, l'école et l'hôpital y séparent les quartiers des ouvriers qualifiés des cités des agents de maîtrise et des cadres, tandis que les ouvriers agricoles permanents sont logés dans des fermes modèles, à l'extérieur de la ville.

10. Cf. les travaux de J. Cole [2004] sur l'économie informelle du sexe dans les villes portuaires (Tamatave, Diego, Hell-Ville), gérée exclusivement par les femmes et les homosexuels auprès des touristes et des hommes riches.

particulièrement florissantes dans les agglomérations urbaines et rurales traversées par des flux migratoires importants¹¹.

Compte tenu de la complexité de la stratification sociale et de la diversité des formes de regroupement animant ces populations, seule une intervention extérieure à ce jeu des différenciations, suffisamment puissante et bien organisée, pouvait déterminer, parmi ces gens, les groupes qui allaient compter comme interlocuteurs durant la négociation concernant l'implantation du site d'aquaculture. Ce fut le cas lorsque l'État malgache dirigea les représentants de la firme entrepreneuriale vers les principaux membres de l'appareil monarchique *antankaraña*, à l'occasion porte-parole des populations locales.

Une royauté sacrée plongée dans l'économie-monde capitaliste

La deuxième étape, pour démêler l'intrigue au centre de notre propos, tient donc des rapports que l'État malgache entretenait avec la royauté *antankaraña* et, plus généralement, des liens qui s'étaient établis tout au long de l'histoire entre cette dernière et des entités politiques à visée gouvernementale (*governmental agencies*) ou entre cette dernière et des organisations économiques à but lucratif (*business organizations*)¹². Ces interactions s'inscrivaient dans les réseaux d'échanges informationnels, matrimoniaux, migratoires, commerciaux et militaires, du système-monde, tissés, dès le VIII^e siècle, sur les pourtours de l'océan Indien, entre les populations malgaches, indiennes, arabo-persanes, africaines et austronésiennes [Chaudhuri 1985 ; Beaujard 2005a et b ; Pearson 2005].

La reproduction sociale des rapports constitutifs de cette royauté était toujours corrélée, depuis sa fondation au milieu du XVIII^e siècle, au positionnement de ses élites à l'interface de ces réseaux « globaux » et des systèmes politico-religieux locaux [Berger 2006]. Alimentant une dynamique centrifuge, les rivalités dynastiques entre les branches nobles collatérales autour de la succession et de l'intronisation royale étaient toujours résolues dans le cadre d'alliances avec des organisations économiques et/ou gouvernementales allochtones, capables de transférer aux différentes factions prétendantes les « ressources d'autorité et d'allocation » [Giddens 1984] manquant à leur suprématie régionale pour mobiliser la majorité des populations locales derrière elles et neutraliser ainsi leurs adversaires politiques directs. Tandis que, concourant à une dynamique centripète, les groupes roturiers étaient toujours chargés d'arbitrer ces mêmes rivalités dynastiques, en choisissant et en consacrant rituellement,

11. Voir, par exemple, les travaux de S. Goedefroit [2002 et 2003] sur l'ampleur du phénomène associatif sur les fronts pionniers de la crevette. J.-C. Rabeharifara [1987] note que la salle municipale de La Sirama est réquisitionnée 300 fois par an par ces différentes associations (la majorité des ouvriers sont membres d'une association d'originaires).

12. Je reprends partiellement ici la distinction que G. Arrighi [1994] a établie dans son étude du développement de l'économie-monde capitaliste (XIV^e-XX^e siècle) entre deux types fondamentaux d'acteurs sociaux collectifs (*agencies*), suivant, au dernier étage de la maison-monde (Braudel), deux types d'initiatives opposées et complémentaires (stratégies territorialistes et capitalistes).

parmi les différents prétendants, celui qu'ils allaient reconnaître comme leur souverain légitime, apte à médiatiser leurs conflits lignagers et leurs rapports avec les allochtones et, ainsi, à incarner cet être hors clan, seul dépositaire de la condamnation à mort autrefois et, aujourd'hui, unique garant du bien-être de l'ensemble de ses sujets.

Ce double mouvement d'ouverture et de fermeture de l'appareil monarchique faisait toujours primer l'adhésion consentie des « sujets » à l'exercice du pouvoir royal sur leur ralliement par l'usage de la force et de la coercition violente. Car jamais ses élites, au cours de l'histoire précoloniale, n'avaient été en position d'avoir accès à un monopole régional des échanges commerciaux avec les diasporas marchandes de l'océan Indien alors que la traite esclavagiste était le seul moyen, jusqu'au XIX^e siècle, d'obtenir armes et munitions. Elles devaient donc toujours passer par l'intermédiaire d'entités politiques plus puissantes (royauté *sakalava*, monarchie *merina*, sultanat d'Oman, État français) pour négocier les conditions externes de leur souveraineté locale. Et ce d'autant plus qu'une des conséquences fondamentales de cette mise à l'écart relative de la traite et du commerce international était l'absence, dans la royauté *antankaraña*, comparativement à l'État segmentaire *sakalava* voisin [Feeley Harnik 1991], d'une caste de serviteurs royaux (les *razañ'olo*) venant s'intercaler entre le roi et les groupements d'ancestralité, nobles et roturiers, pour former une sorte de garde prétorienne et d'administration royale préposée aux rituels monarchiques et à la gestion du domaine royal.

Chez les Antankaraña, il n'existait pas, à proprement parler, de domaine royal, et c'étaient les principaux groupes roturiers autochtones qui assuraient au roi son statut parmi ses pairs, en encadrant, à ses côtés et via leurs représentants, l'exercice du pouvoir politique, sur un mode propre à l'imaginaire du pastoralisme [Berger 2006] et qui trouvait principalement les moyens de son leadership dans la diplomatie et l'organisation de grandes cérémonies royales périodiques. Ainsi, sous la colonisation, les rois *antankaraña* et leurs proches conseillers réussirent à obtenir, dans le prolongement de la politique des races de Joseph Galliéni, l'administration des réserves indigènes créées pour contrecarrer le mouvement nationaliste, et purent positionner les élites de l'appareil monarchique dans la course à l'appropriation des plus hautes fonctions de l'appareil d'État postcolonial, en les faisant bénéficier en priorité des formations scolaires et des postes bureaucratiques et électifs.

Pour saisir le positionnement contemporain spécifique de cette frange noble de la royauté au sein de l'appareil d'État et du parti politique au pouvoir, il est donc important d'avoir en tête cette insertion ancienne des populations locales dans la « mondialisation ». La grande nouveauté pour cette élite royale, après l'indépendance en 1960, est qu'elle accède à des positions d'interface avec les réseaux globaux, qui ne se cantonnent plus à la région mais ont une envergure nationale.

Il y a donc eu, progressivement, un dédoublement de l'appareil monarchique entre les élites notables qui occupaient certains mandats électifs ou postes administratifs à l'échelle locale (dans les mairies communales

par exemple¹³), et celles qui s'investissaient dans des carrières de la fonction publique (enseignement, police, armée, services techniques) et étaient propulsées sur le devant de la scène nationale, à la faveur de leurs accointances avec le parti gouvernemental au pouvoir et de l'arrivée des forces armées aux commandes du pays, en 1972. Car, malgré les régimes républicains successifs (social-démocrate jusqu'en 1972, socialiste-révolutionnaire de 1975 à 1991, démocrate-libéral depuis 1992), l'État postcolonial malgache restait phagocyté par les militants et sympathisants du principal parti au gouvernement (le PSD de Tsiranana, l'AREMA de Ratsiraka, l'UNDD de Zafy, le TIM de Ravalomanana), et ce à tous les niveaux des mandats électifs, des postes exécutifs et des statuts de la fonction publique¹⁴. Cette superposition entre le parti gouvernemental et l'État avait été d'autant plus accentuée lors du « développement autocentré », préconisé par le Front national pour la défense de la révolution (dirigé par Ratsiraka, à la tête d'une coalition de partis opportunément marxistes-léninistes), que ce développement s'était traduit essentiellement par une nationalisation de l'appareil productif et une « malgachisation » de l'enseignement scolaire, toutes deux synonymes de l'appropriation privée, par la classe politicienne, des secteurs les plus lucratifs de l'économie (énergie, transports, commerce, mines, banques et assurances, industries) et de l'envoi de ses lignées dans les lycées français et les meilleures universités étrangères.

Ces nouvelles élites nationales tiraient leur puissance de la répartition entre factions rivales, au sommet du parti-État, des postes de

décision en prise avec l'organisation de l'économie de la traite (les circuits commerciaux de distribution et d'importation/exportation des produits de base), de l'économie industrielle des projets à haute intensité capitaliste et de l'économie d'endettement adossée au système bancaire [Hugon 1987]. Et c'est, paradoxalement, l'enclavement régional et la désarticulation spatiale et sectorielle de l'économie malgache qui encouragèrent le contrôle monopolistique, par le parti-État, des activités tertiaires d'intermédiation (à l'exception notable des communautés commerçantes chinoises et des diasporas indiennes, musulmanes et hindoues).

C'est ainsi que la propre fille du roi Tsialana III, alors gouverneur indigène sous la colonisation, épousa un jeune noble, qui allait devenir, au côté du petit-fils de Tsialana (Tsimiaro III), le principal négociateur des conditions d'installation du site d'aquaculture, en sa qualité de général de l'armée malgache, d'ancien

13. Sous la première République, les communes sont créées à l'image du modèle français par le regroupement de plusieurs agglomérations, afin de gérer l'utilisation et la distribution des moyens techniques et financiers pour libéraliser l'agriculture et mobiliser les populations pour les travaux d'équipement et d'aménagement rural.

14. M. Esoavelomandroso [2001] rapporte, pour les élections municipales et provinciales des années 1999-2000, un extrait de propagande diffusé dans l'île durant la campagne électorale, condensant à lui seul le poids de cette réalité : « Le président de la République est AREMA, le président de l'Assemblée nationale est AREMA, le Premier ministre est AREMA, le président de la province est AREMA, le sous-préfet est AREMA, alors si vous voulez avoir des vivres, des routes, des écoles, des hôpitaux... votez pour les candidats de l'AREMA. »

directeur des chantiers navals d'Antsiranana, de directeur de l'Office des mines nationales et des industries stratégiques et d'ancien vice-Premier ministre de la présidence Zafy (1996).

Les enjeux « glocaux » d'une implantation controversée

Le dernier fil à démêler dans cette intrigue part donc de ce retour contemporain des rois et des chefferies traditionnelles sur la scène politique africaine. Les recherches rassemblées par C.-H. Perrot et F. Fauvelle-Aymard [2003] suggèrent qu'il n'est pas étranger à la vague du libéralisme et du multipartisme qui se sont diffusés parallèlement à l'effondrement du bloc soviétique et à la décomposition concomitante des appareils d'État. Le déroulement des différentes phases par lesquelles est passé ce projet d'aquaculture controversé est très instructif quant aux enjeux qui ont présidé aux modalités de ce retour lors de la chute du régime socialiste ratsirakiste en 1992 et de l'avènement de la troisième République [Raison-Jourde 1993].

L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE DU MARCHÉ HALIEUTIQUE NATIONAL (1989-1992)

L'année 1989 constitue une année charnière en ce qu'elle marque, sur le plan international, à la fois la disparition, un à un, des derniers appuis du parti-État socialiste malgache (RDA, Union soviétique, Roumanie) et l'augmentation de la pression néolibérale réformiste, se traduisant, sur le plan intérieur, par des politiques économiques désormais entièrement inspirées des plans d'ajustement structurel. C'est dans cette conjoncture que le roi Tsimiaro III devient un intermédiaire local incontournable, du fait de la

contestation du régime en place et de l'ouverture du pays à la concurrence, aux flux de capitaux privés et au « développement durable ».

Le président Ratsiraka décide, en effet, de la tenue d'élections présidentielles anticipées en 1989 pour faire éclater l'alliance fragile de ses opposants en une multitude de candidatures partisanses. L'annonce des résultats en faveur du président sortant déclenche, cependant, un vaste mouvement revendicatif urbain rassemblant des syndicats, des associations, des Églises et des partis politiques restés dans l'opposition (et appelé « Forces vives »). Ce mouvement social culmine, en 1991, lors d'une grève générale de plusieurs mois et de manifestations pacifiques à l'encontre du régime. Pour contrer ce mouvement, inspiré et soutenu par une idéologie chrétienne, seule force de mobilisation collective à l'échelle nationale [Urfer 1993], Ratsiraka et ses partisans créent, sur les Hautes Terres, le mouvement mutualiste *sakelimihoajoro*¹⁵, tandis que le mouvement fédéraliste est initié, dans les provinces côtières, suivant deux objectifs complémentaires : il s'agit d'effectuer un rapprochement entre le parti-État et les anciens appareils monarchiques de l'île en nommant

15. Ce mouvement prêchait, principalement parmi les populations des pays *merina* et *betsileo* (christianisées depuis plus d'un siècle et demi), le retour aux coutumes ancestrales et à l'esprit des gens du royaume, dans le cadre d'une organisation octroyant assistance matérielle et microcrédits à ses adhérents. Pour bénéficier de ses largesses, ses membres-adhérents devaient prêter serment sur la bible et jurer fidélité au président Ratsiraka. Plus de 150 000 personnes ont ainsi rejoint le mouvement en 1990 [Razafimpahanana 1995].

Généalogie simplifiée de la dynastie *zafinifotsy* (royauté *antankaraña*)

des nobles d'extraction royale à des postes de haute responsabilité, régionale et nationale¹⁶ ; il s'agit aussi d'empêcher que ne s'installe un gouvernement insurrectionnel dans la capitale en isolant les forces d'opposition, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur¹⁷. Et ce en présentant, sur la scène internationale, leur conduite comme annonciatrice d'une guerre ethnique entre Malgaches et en faisant passer, aux yeux des puissances occidentales, le chef de l'État sortant, contesté et vilipendé à l'intérieur de son pays, comme le seul à même d'assurer la transition vers un nouveau régime politico-économique qui garantirait la cohabitation des différentes populations de l'île.

Celles-ci se trouvent « réethniscées » pour l'occasion, grâce à la nouvelle visibilité médiatique accordée aux anciens appareils monarchiques ayant rejoint le camp du président Ratsiraka. Ainsi, des proclamations d'autonomie des assemblées populaires provinciales viennent ponctuer, au tout début des années quatre-vingt-dix, la constitution virtuelle d'États fédérés en réaction à ce qui est présenté comme l'installation illégale d'un État centralisé, aux mains de la bourgeoisie *merina* des Hautes Terres. Alors même que ces assemblées populaires restent contrôlées par le parti présidentiel au pouvoir (AREMA), ces revendications d'autonomie fiscale, judiciaire et législative permettent au gouvernement légal et officiel de s'afficher, paradoxalement, sur la scène internationale, comme le dernier recours face à la division du pays entre *merina* et côtiers¹⁸.

Dans ce contexte d'instrumentalisation de l'ethnicité par un régime socialiste aux abois, qui mise, au moment de l'effondrement de la Yougoslavie et des guerres de purification

ethnique, sur une anticipation similaire, de la part des puissances occidentales, des risques encourus par la Grande Île, l'ensemble des chefs traditionalistes et des rois locaux sont invités et reçus au palais présidentiel, au plus fort de la crise, devant les caméras de télévision, pour prononcer, l'un après l'autre, un serment d'allégeance à Didier Ratsiraka. Parmi eux, Tsimiaro III, au nom des Antankaraña, reconnaît publiquement la légitimité du gouvernement légal. De surcroît, il prend fait et cause pour les fédéralistes en participant à l'organisation, dans les villes d'Ambilobe et d'Antsiranana, de manifestations de soutien au président sortant. Mais, dans le même temps, son cousin croisé, alors colonel, suit, à l'instar d'une grande partie des forces armées, le Général Rakotoarijoana, pilier du régime socialiste révolutionnaire, lorsque celui-ci rejoint les « Forces vives » et le camp de l'opposition insurrectionnelle, ce qui se répercute sur le déroulement de la crise, qui voit l'instauration d'un gouvernement mixte d'union nationale, de transition (octobre 1991).

Avec le ralliement du souverain *antankaraña* à la cause fédéraliste, les rapports de

16. Le maire de la capitale, Guy Razanamasy, a ainsi été intronisé Premier ministre au plus fort de la crise, à l'été 1991.

17. L'économie malgache bénéficiait alors notamment du soutien de la France : le président François Mitterrand a effectué une visite officielle à Madagascar en 1989.

18. Les seuls affrontements armés durant cette crise ont opposé, justement dans la province nord, les partisans du leader des « Forces vives » aux fédéralistes autonomistes restés fidèles à Ratsiraka.

pouvoir locaux se modifient de façon subtile. En échange, le roi bénéficie d'un appui étatique inconditionnel à ses politiques rituelles et est reconnu, par le gouvernement légal, comme porte-parole et leader d'opinion des populations originaires de la région nord. C'est, en effet, à partir de cette époque, que les entreprises publiques de la plaine de la Mahavavy se mettent à subventionner en zébus, en riz et en argent, mais aussi à aider sur un plan logistique, l'organisation de cérémonies rituelles de masse en l'honneur des ancêtres royaux *zafinifotsy*, aux différents endroits considérés comme sacrés (*masiñy*)¹⁹ en raison des actions que ces derniers sont supposés y avoir accompli ou bien des restes desséchés qui y sont encore abrités.

Par ailleurs, la réouverture de la Grande Île se concrétise, dès 1989, par la signature d'un accord entre l'État malgache et l'ONG WWF (World Wide Fund for Nature) au sujet d'un projet international de conservation de la biodiversité et de développement durable, cofinancé par l'USAID (United States Agency for International Development) et la Banque mondiale. Cet accord prévoit d'interdire, aux villageois vivant aux abords des forêts du massif calcaire et de la montagne d'Ambre, de prélever du bois de construction et de chauffage et de pratiquer l'agriculture sur brûlis (des agents de protection de la nature sont embauchés pour « sensibiliser » les villageois concernés). Dans la logique de cette « approche participative », le WWF recherche des autorités locales suffisamment légitimes pour relayer son action parmi la population. Et c'est tout naturellement que les représentants de l'État malgache l'orientent alors vers le roi Tsimiaro III. Le WWF fait de ce

roi son Président d'honneur et l'envoie en Ouganda assister à une conférence internationale sur l'environnement, tandis que ce dernier n'hésite pas à prononcer un tabou royal (*fady*) interdisant aux villageois des abords du massif de couper du bois dans la forêt²⁰. Le roi acquiert ainsi un statut de courtier incontournable [Bierschenk, Chauveau et Olivier de Sardan 2000] pour toute implantation ultérieure d'ONG ou d'entreprises étrangères au pays.

Or, grâce au nouveau code malgache de l'investissement mis en place en 1990 pour libéraliser les flux de capitaux, en trois ans plus d'une centaine d'entreprises étrangères (pour la moitié françaises) viennent s'installer et travailler sur l'île, principalement dans les secteurs du textile et de l'agro-alimentaire. Le volume des investissements directs et des transferts de technologie en provenance de l'étranger est ainsi rapidement multiplié par cinq²¹. Ce qui a des conséquences importantes sur les structures de la concurrence du marché halieutique national, tant pour la pêche industrielle et artisanale que pour la pêche traditionnelle.

S'agissant de la pêche industrielle et artisanale, l'arrivée de groupes agro-industriels rivaux, contrôlés par des capitaux français ou

19. Comme les grottes du massif de l'Ankaraña ou comme le cimetière d'argent d'Ambatoharaña, etc.

20. Le fait qu'une délégation rurale de notables âgés (*ray-amandreny*) soit venue protester auprès de lui contre l'action de cette ONG et l'injustice de ce nouveau tabou n'y a rien changé [Gezon 2005 et 2006].

21. Par exemple, entre 1996 et 1999, le volume des investissements directs étrangers passe de 7 millions de dollars à 37 millions de dollars (Instat, Antananarivo).

japonais, vient remettre en cause l'allocation restreinte des licences de pêche et l'existence de zones exclusives de pêche, attribuées, sous la forme de monopoles, à certaines entreprises. Ce dont est, notamment, victime, dans la baie d'Ambaro, une filiale d'un holding fondé en 1930 par deux frères d'origine indienne et de confession ismaélienne (*agha-khan*), qui avaient progressivement racheté des parts de l'État dans des sociétés d'économie mixte spécialisées dans le textile et la pêche. Réagissant à cette arrivée compétitive, cette filiale décide de suivre la vague des investissements productifs en Asie du Sud-Est (Indonésie, Thaïlande, Malaisie), orientés sur la construction de fermes d'élevage de crevettes, afin de conserver un avantage sur ses concurrents en exploitant le fait que, sur le pourtour de l'île, les lieux qui offrent toutes les qualités écologiques requises pour l'aquaculture sont limités. Mais cette filiale met son projet en route au plus fort de la crise politique que traverse le pays au début des années quatre-vingt-dix, en menant ses propres travaux de prospection par l'entremise de cadres originaires des Hautes Terres et en entamant, par voie légale, l'achat de terrains à Bobasakoa sans en avertir le roi *antankaraña*. C'est une erreur tactique fatale en ce que le parti-État du régime socialiste tente justement, au même moment, de survivre en professant un régionalisme autonomiste à l'encontre du centralisme d'État supposé de la capitale des Hautes Terres, capitale convoitée par le mouvement des « Forces vives ». Aussi, lorsque le roi fait appel à l'arbitrage du président Ratsiraka pour faire cesser ce projet d'aquaculture, ce dernier abonde dans le sens de son nouvel allié régional, dénonçant le fait

que ce projet se développe en dehors de tout contrôle autochtone (*tômpontany*) et qu'il se concrétise par la présence, taboue dans cette région, des cadres des Hautes Terres représentant le pouvoir impérialiste *merina* du XIX^e siècle ayant menacé d'extinction la dynastie royale *zanaka vavy*.

Par ailleurs, cette libéralisation des capitaux s'accompagne, au niveau des villages de la baie d'Ambaro, d'un accroissement du nombre de sociétés de collecte, qui se disputent les prises quotidiennes des pêcheurs traditionnels locaux. La fin d'une situation de monopsonne conduit à l'augmentation des prix aux producteurs et à la multiplication des commissionnaires. Elle conduit aussi à des stratégies commerciales destinées à fidéliser les pêcheurs, notamment par l'octroi gratuit d'embarcations et de filets de pêche en échange d'une exclusivité sur les ventes [Goedefroit *et al.* 2002 : 133]. Ce qui attire un nombre considérable de nouveaux migrants sur ces fronts pionniers où une masse monétaire importante commence à circuler, parallèlement à la commercialisation des ressources halieutiques vers l'étranger ou vers les marchés urbains de la côte est [Goedefroit 2003]²².

Une effervescence singulière gagne alors ces villages côtiers, du fait que le système des barages fixes contrôlés par les *tômpontany* est totalement dépassé en raison de sa productivité

22. L. Gezon [1999a : 61] a relevé que les tailles des prises quotidiennes variaient en fonction de la période de l'année : de 20 à 40 kilos en moyenne par bateau et par jour entre février et mars contre 25 kilos d'avril à juin, les pêcheurs pouvant aller jusqu'à déclarer plus de 100 kilos par bateau certains jours.

jugée peu rentable, du cycle de production alterné, de la saturation des lieux d'aménagement et de la destruction concomitante de la mangrove locale [Giguère 2006]. Ambavanankaraña devient ainsi le théâtre de conflits qui se soldent par plusieurs incendies d'origine criminelle ravageant cases, filets et embarcations, conflits qui opposent les pêcheurs autochtones aux pêcheurs allochtones. C'est dans ce contexte que le roi *antankaraña* s'empare du problème de la cohabitation des *tômpontany* et des *vahiny* pour mieux affirmer son autorité et déployer, dans les agglomérations concernées, une nouvelle forme d'exercice du pouvoir royal.

L'AQUACULTURE, ENJEU DE LA PRISE DE CONTRÔLE D'UNE FIRME MULTINATIONALE NAISSANTE (1993-2001)

Les politiques diplomatiques et rituelles du roi Tsimiaro III consistèrent alors à fonder un véritable domaine royal dans le but de contrôler les flux migratoires, de réguler les activités marchandes et de centraliser les pratiques de redistribution des ressources. Il pouvait, en effet, pour la première fois exercer unilatéralement une forme de souveraineté territoriale et pouvait espérer ainsi institutionnaliser celle-ci indépendamment de l'appareil monarchique, grâce au concours des ONG, de certaines organisations internationales et de l'appareil d'État malgache. Stratégiquement, il se mit à investir certaines agglomérations clés (la capitale du royaume, les villes où s'installaient des entreprises et des ONG, celles qui voyaient affluer un grand nombre de migrants étrangers à la région). Il en transforma certaines (Ampasinantefiny, Ambavanankaraña,

Ampagahia) en lieux culturels et sacrés (*doany ny mpanjaka*), grâce à l'érection d'enclos cérémoniels (*valamena*) destinés à l'organisation de cultes royaux de possession, sous la responsabilité de membres permanents de l'appareil monarchique (généralement un conseiller roturier, *fahatelo*, et sa femme, intronisée comme possédée royale, *sahabe*), tandis que, dans d'autres, il réactualisait un système précolonial de tributs, de corvées et de réglementations édictées au travers de tabous royaux (*fady ny mpanjaka*). Il réquisitionna ainsi, auprès des familles nobles et roturières habitant la capitale du royaume et ses environs, les terres cultivables que celles-ci ne mettaient plus directement en valeur, arguant du fait que son aïeul avait été le fondateur des lieux. Il proposa, en outre, de créer des groupes de travail réunissant les jeunes de ces agglomérations afin de cultiver de la canne à sucre et des noix d'anacarde au profit de l'équipement collectif villageois en éclairage public et en eau potable [Gezon 2005 et 2006].

Par ailleurs, il détourna la demande initiale, que lui avait adressée le directeur provincial de la circonscription des pêches, de réglementer, sur le littoral, la longueur des mailles des filets afin d'assurer le renouvellement des espèces. Il déclara, en effet, tabous les filets de mailles supérieures à 20 millimètres, utilisés en priorité par les *vahiny* (menaçant d'expulsion les contrevenants), alors que ces filets permettaient de laisser passer les poissons et les crevettes juvéniles et d'éviter ainsi une surexploitation des ressources marines. Il alla jusqu'à organiser à Ambatoharañana – qui était, sur le plan administratif, un *fokontany* englobant Ambavanankaraña et un passage

obligé pour rejoindre la route nationale – un contrôle des véhicules transportant les produits halieutiques depuis les villages côtiers, pour vérifier la taille et la quantité des poissons et des crustacés acheminés vers les marchés régionaux [Giguère 2006]. Il joua, pour cela, de sa qualité d'officier de gendarmerie pour mandater des représentants de l'État, suppléés par les conseillers royaux habitant au village. Parallèlement, il tenta d'obtenir auprès du WWF le reversement d'une partie des taxes payées par les touristes pour visiter la réserve spéciale de l'Ankaraña et obtint de cette ONG l'édition d'une brochure en malgache, distribuée gratuitement dans toutes les écoles de la région, où se mêlaient l'histoire traditionnelle de la royauté *antankaraña*, le rappel des droits d'antériorité des groupes et la démonstration de la participation active des coutumes ancestrales à la préservation écologique de l'écosystème (par les nombreux tabous qui empêchaient la consommation d'espèces animales et végétales et la souillure des espaces naturels sacralisés). Il alla même jusqu'à négocier avec le dirigeant de cette ONG, en échange de sa collaboration, un véhicule 4x4 et la construction de ponts et de routes aux abords de la rivière de l'Ankaraña pour désenclaver la capitale du royaume.

L'ASSOCIATION ANKARABE : UNE RÉPONSE À LA COLONISATION ET À L'EXODE RURAL

Sous la troisième République, il y eut une généralisation du multipartisme et une multiplication, fortement encouragée, des associations légales afin de garantir l'émergence d'une « société civile »²³. Les descendants des factions aristocratiques de la classe politique

de la première République reprirent le contrôle de l'appareil d'État, dans le sillage de la politique de réconciliation nationale initiée par le Premier ministre noble et *merina*, désigné par Ratsiraka au plus fort de la crise de son régime [Raison et Randrianja 2003]. Celui-ci cherchait, au moyen d'un projet associatif, à liguer les descendants des rois et des princes des régions côtières avec les groupes statutaires de l'ancienne monarchie *merina*, au nom de l'unité nationale retrouvée. Aussi, dès 1993, à Ambavanankaraña, le général *antankaraña*, en passe de devenir vice-Premier ministre, profita de l'inauguration d'un enclos cérémoniel pour faire part aux représentants des groupes, nobles et roturiers, réunis autour du roi, d'une idée originale. Il suggéra, en effet, de réorganiser l'appareil monarchique en « association » dotée d'un statut légal. La « grande association selon les coutumes ancestrales des populations de l'Ankaraña » (dite Ankarabe) se fixa alors pour objectif principal (article 4) « la protection et la préservation des lieux sacrés de la royauté et la délimitation et la répartition des charges et des responsabilités parmi les conseillers royaux pour chaque lieu sacré recensé ». Elle se proposait en outre « d'éduquer et de transmettre aux nouvelles générations le respect et l'amour des coutumes de la terre et des ancêtres, de préparer l'accomplissement des cérémonies ancestrales selon la coutume,

23. Le nombre de partis politiques créés sur des bases familiales et clientélistes implosa : aux législatives de 1993, plus de 120 partis furent recensés, présentant plus de 4 000 candidats pour seulement 128 sièges de députés [Berger 2006].

d'organiser le développement régional économique, social et culturel, de valoriser pour cela la culture locale (artisanat, chants, danses, produits, talents), de renforcer les relations, la solidarité, l'amitié et l'amour entre tous les Malgaches, de protéger l'environnement et d'inciter les jeunes à s'impliquer dans les objectifs de l'association afin d'y prendre des responsabilités ». Quiconque s'engagerait à poursuivre cet effort serait accepté comme membre associatif, indépendamment de ses origines, de ses croyances, de son sexe ou de son âge. L'essentiel était de diffuser et de faire connaître les « coutumes *antankaraña* » à la multitude anonyme et aux représentants de l'État. Pour cela, il était demandé aux conseillers royaux, aux chefs de familles autochtones et aux présidents des sections locales de recenser tous les lieux sacrés (*tany masiñy*), en les cartographiant et en précisant, pour chacun d'entre eux, les « coutumes » et les « tabous » qu'il convenait de respecter dans ces lieux, et ce dans le but de faire borner et immatriculer ces terres par les services du cadastre et du domaine.

L'organisation et le fonctionnement de cette association furent conçus sur le modèle d'un parti léniniste d'avant-garde, sous les abords d'une démocratie participative directe qui empruntait ses formes aux structures administratives des *fokontany* de la deuxième République, mises en place, à l'échelle de l'agglomération, pour mobiliser la participation populaire. Ainsi, chaque village ou chaque quartier était en droit de constituer son « bureau », composé de représentants et de trésoriers, résidents locaux et élus parmi les membres de l'association. Chaque bureau était investi du droit de

vote, lors de la tenue de l'assemblée royale, pour désigner le comité directeur de l'association, dont les nominations au poste de président, de secrétaire et de trésorier restaient cependant soumises au veto du roi. Cette restructuration revendiquée de l'appareil monarchique représentait une véritable innovation en ce qu'elle instituait une réorganisation centralisée et démocratique des agents de la royauté, qui, jusque-là, agissaient les uns avec les autres sur des bases beaucoup plus anarchiques.

L'idée de fédérer plusieurs bureaux implantés dans une agglomération, dont les représentants élus avaient pour charge d'élire le comité directeur, fit de ces mini-structures locales des relais formidables pour l'application des décisions prises au sommet de la hiérarchie : une verticalisation pyramidale des relations de représentation et de commandement à l'échelle provinciale fut ainsi mise en place, alors que, jusqu'ici, l'appareil monarchique avait plutôt fonctionné sur un mode interactif horizontal et sur une zone d'influence géographique qui ne recoupaient jamais simultanément la totalité des groupes de descendance qui le composaient.

Le fait que la liturgie *antankaraña*, ses coutumes ancestrales, ses traditions orales et ses lieux et interdits sacrés soient appelés à être recensés, répertoriés, et donc finalement canonisés dans un règlement intérieur valable pour l'ensemble des membres de l'association, était en soi aussi innovateur. Car, au même titre que pour les royautés *sakalava* voisines, la variabilité des traditions orales et des pratiques coutumières, la disparité des compétences liturgiques ainsi que l'historicité de la sacralisation de certains lieux ou de l'application de certains *fady* étaient constitutives du

fonctionnement même de cet appareil monarchique et de l'exercice du pouvoir politique en son sein. La création de cette association revenait donc à donner une représentation d'ensemble, systématique et codifiée, d'un corpus de règles, censé régir l'organisation et le fonctionnement de cet appareil monarchique, et revenait à abandonner, en définitive, la transmission orale ou l'apprentissage, par la pratique, de ces règles qui tissaient jusqu'alors une vaste « cognition distribuée », toujours soumise à une perspective particulière [Hutchins 1995 ; Lambek 2002].

De plus, le mode de sélection et d'élection des principaux cadres de l'association (présidents, secrétaires, trésoriers, suppléants) allait à l'encontre de la cooptation habituelle des conseillers roturiers et nobles, dont les charges se transmettaient héréditairement sous condition que leurs compétences et leur fidélité au fonctionnement de l'appareil monarchique les fassent désigner par leurs pairs comme susceptibles d'être investis rituellement par le roi. Dans ce nouveau cadre, on ouvrait la porte aux *zanatany* et aux *vahiny* pour qu'ils puissent mettre leurs compétences au service de la royauté. Mais on favorisait surtout les conseillers royaux qui appartenaient aux groupements d'ancestralité les plus restructurés et les mieux organisés autour de la gestion commune d'un « capital social collectif », bien souvent synonyme d'un mode de vie urbain et d'une accession facilitée aux postes convoités du secteur public ou récemment privatisé des branches industrielles et tertiaires. Pour pouvoir faire campagne au sein de l'association et y briguer les plus hauts postes de responsabilité, il valait mieux être placé au carrefour des réseaux de communication et de

transport ainsi qu'à l'interface de l'appareil monarchique avec l'appareil d'État malgache : on pouvait ainsi coordonner et piloter efficacement les différents bureaux implantés ici et là.

Enfin, les conditions de réunion et de fonctionnement de l'assemblée royale changeaient radicalement. Jusque-là, les membres de plein droit, dispersés sur tout le territoire du royaume, se retrouvaient exceptionnellement, selon l'importance de leur ancestralité, pour régler les problèmes de succession et assister aux grands rituels royaux périodiques. Désormais, ils étaient appelés à s'inscrire dans une hiérarchie pyramidale et centralisée, répercutant de façon permanente les décisions, prises au sommet et à la base, pour initier des actions collectives touchant les différents pans de la vie quotidienne. En réorganisant ainsi les raisons et les fréquences des rencontres des conseillers royaux (sous forme de « séminaires »), en instituant ainsi un relais souple et rapide des consignes et des initiatives prises par le comité directeur en direction des bureaux locaux, c'est en réalité un véritable pouvoir royal exécutif qu'on désirait voir émerger au sein de l'appareil monarchique *antankaraña*, et qui s'adressait à chaque individu pris isolément et non plus à des représentants de groupements d'ancestralité. De la sorte, l'appareil monarchique était transfiguré en une forme de parti politique moderne, pouvant disposer de fonds propres récoltés auprès de ses membres (par cotisation) ou auprès de donateurs étrangers éventuels. Seulement, et c'était là toute son ambiguïté, ce nouveau pouvoir exécutif et législatif n'était pas directement exercé par le roi en personne mais par l'intermédiaire du président de l'association élu « démocratiquement », et face

auquel le roi, en tant que « Président d'honneur », n'avait plus le pouvoir que de donner son assentiment et sa bénédiction.

En définitive, l'ensemble de ces innovations convergeaient toutes vers une seule et même direction : l'institutionnalisation, au cœur de la royauté *antankaraña*, pour la première fois de son histoire, d'un corps administratif suffisamment bureaucratisé et indépendant des groupes de descendance qui lui étaient constitutifs. Pour la première fois, les membres de l'appareil monarchique étaient individualisés à un point tel qu'ils n'héritaient plus leurs charges de leur appartenance reconnue à un groupement d'ancestralité singulier mais les tenaient des fonctions qui étaient les leurs au sein de l'association et qui dépendaient étroitement du vote des adhérents. L'association Ankarabe palliait désormais l'absence de *razañ'olo* (serviteurs royaux), qui avait fait si cruellement défaut à la royauté depuis sa fondation, pour détacher le « pouvoir royal » des groupes de descendance résidentiels qui jusqu'alors l'incarnaient et individualiser, par la même occasion, le rapport de chacun à son champ d'exercice. Autrement dit, cette nouvelle forme d'assujettissement des populations de l'Ankaraña appelait à la constitution de sujets politiques qui ne se contentaient plus de suivre la route indiquée en fonction de ce que leur dictait leur propre intelligence relationnelle, tactique et stratégique, mais acceptaient d'obéir aux instructions et aux mots d'ordre de leurs nouveaux représentants légitimes, dans le cadre de la discipline qu'imposait le nouveau règlement intérieur associatif.

Aussi peut-on comprendre pourquoi les statuts de cette association, pourtant arrêtés dès 1994, n'ont été officiellement déposés et enregistrés au ministère de l'Intérieur qu'en

1997. Tsimiaro III et ses proches partisans, nobles et roturiers, s'étaient montrés, en effet, très réticents à l'idée de se lancer dans cette aventure. Quant aux différents représentants clairsemés des multiples groupements d'ancestralité, c'est peu dire que la grande majorité leur avait été totalement indifférente. Les premiers membres du comité directeur avaient été davantage nommés par une poignée de responsables, formant l'élite de la royauté, qu'élus démocratiquement par l'ensemble de la base. En fait, tout un faisceau de circonstances avait alors convergé pour établir un contexte propice au ralliement consenti, avec toutefois quelque réserve du souverain *antankaraña* et de ses partisans à ce projet associatif. Les initiatives politiques du roi avaient échoué, et il s'était trouvé à court de moyens pour institutionnaliser sa souveraineté sur un territoire assimilable à un domaine royal. Le WWF avait cessé toute collaboration avec lui lors du changement de directeur de projet et repoussé ses conditions de partenariat. À l'initiative du président de l'association des pêcheurs migrants et grâce au soutien du sous-préfet d'Ambilobe, partisan d'Albert Zafy, Ambavanankaraña était devenue une unité administrative villageoise (*fokontany*) indépendante de la capitale du royaume. De plus, l'expérience de collectivisation des terres avait tourné court : certaines avaient été vendues en catimini ; d'autres n'avaient pas été rétrocédées aux conseillers du roi pris à parti par les récalcitrants ; les cannes à sucre mises de côté pour être plantées avaient été incendiées volontairement par ces mêmes réfractaires [Gezon 2005]. Seule subsistait et se développait, avec un grand succès, la politique d'organisation

médiatique des cérémonies religieuses de masse en l'honneur des ancêtres royaux, dans les lieux sacrés, réhabilités ou fraîchement créés et sanctifiés.

Mais, par-dessus tout, c'est la mise en œuvre de la deuxième phase du Plan d'action environnementale, soutenu par la Banque mondiale et le WWF entre 1993 et 1995, qui précipita les choses et convainquit le roi d'utiliser l'association légale comme fer de lance des revendications de la royauté. Une équipe mandatée par ces institutions supranationales arriva, en effet, sur place pour borner et immatriculer les terres sur le pourtour des aires protégées du massif de l'Ankaraña et de la montagne d'Ambre. L'objectif était de délimiter des terrains en reconnaissant et en établissant de véritables propriétés privées distinctes, que l'on souhaitait voir administrées par des paysans responsables ne versant pas dans la surenchère de l'essartage sauvage non réglementé [Gezon 2005 : 143]. Or, c'est à cette époque que la filiale agro-industrielle dont nous avons déjà parlé proposa à nouveau son projet de complexe aquacole entre Bobasakoa et Ambavanankaraña : elle s'entoura d'un luxe de précautions pour négocier les conditions de son implantation (notamment en envoyant auprès du roi une délégation conduite par un ancien secrétaire d'État, proche de Ratsiraka et originaire de la région nord, embauché depuis comme cadre dirigeant de cette unité industrielle de pêche).

Un accord fut trouvé, qui consista principalement à donner les moyens financiers à l'association Ankarabe de faire borner et immatriculer à son nom les terrains du futur site aquacole, en échange de quoi ladite association

s'engageait à louer, annuellement et exclusivement, ces terrains à cette entreprise, sous la forme d'un bail emphytéotique qui contribuerait à subventionner l'organisation logistique et médiatique des grands rituels royaux. Cette filiale s'engageait, en outre, à participer à la réfection (en goudron) de la piste reliant la capitale du royaume à la route nationale.

Une clause supplémentaire prévoyait le versement au roi de 1 million de francs français, agrémenté de l'embauche de son fils en qualité de directeur de projet et de responsable des réseaux de collecte des produits halieutiques de la baie d'Ambaro, notamment dans les villages de la région de Beramanja, encore fidèles à la vieille dynastie rivale des *zanakalahy*, et dont les conseillers roturiers et nobles respectaient plus l'autorité du prince (*mpanjaka*) descendant d'Andrianjalahy que celle de Tsimiaro III (cf. généalogie p. 140). Le roi *antankaraña* pensait faire ainsi d'une pierre deux coups : il pourrait, d'une part, utiliser cette somme d'argent, en concertation avec ses conseillers royaux les plus fidèles, pour mener à terme des projets locaux d'infrastructures dans les agglomérations qui lui étaient le plus dévouées (afin de contrebalancer le pouvoir du comité directeur de l'association) ; il espérait bien, d'autre part, en plaçant son fils, réintégrer la vieille dynastie rivale de Beramanja dans le giron de son royaume et, donc, agrandir celui-ci à une zone que l'association Ankarabe ne recouvrait pas.

Les activités halieutiques étant devenues la principale source de revenus dans cette région littorale, et nombre de conseillers royaux s'adonnant désormais à la pêche, il n'y avait point à douter de leur ralliement aux membres de la famille royale légitimiste et à la personne

du souverain, qui allaient *ipso facto* devenir leurs principaux acheteurs et commanditaires. Ce clientélisme permettrait d'isoler cette branche « sécessionniste » de sa base, noble et roturière, et de la faire rentrer définitivement dans le rang. Durant la cérémonie d'élévation du mât de 1992, malgré les alliances matrimoniales tissées sous la colonisation, on craignait encore que cette dynastie rivale ne dérobe le mât et les amulettes sacrées, ne commette un putsch royal et n'intronise son propre souverain [Gezon 1999a et b ; Walsh 2001a et b].

LE DÉNOUEMENT CIRCONSTANCIÉ D'UNE IMPLANTATION CONVOITÉE

Ce n'est pas seulement en raison de la paralysie au sommet de l'État malgache, qui prévalut jusqu'à la destitution parlementaire du président de la République en 1996, ce n'est pas seulement en raison de ces luttes intestines et de ces blocages institutionnels entre factions politiciennes que l'accord conclu entre le roi et cette filiale ne s'est jamais matérialisé concrètement sur le terrain, faute notamment d'autorisations administratives. C'est aussi, et de manière déterminante, en raison de deux problèmes indépendants mais concomitants.

Tout d'abord, la campagne d'immatriculation impulsée par la Banque mondiale autour des aires protégées, par les litiges fonciers locaux qu'elle avait déclenchés du fait de cette distribution aléatoire des terres en dehors de toute référence au système foncier coutumier, avait été suspendue et considérée comme un échec [Gezon 2005]. Un colloque international avait été organisé en 1996 par la Coopération française afin de réformer autrement la

réglementation foncière. Les participants y avaient proposé la « sécurisation » des terres et non plus leur « privatisation », en leur qualité de « patrimoine » et non plus de « propriété » [Bertrand et Razafindrabe 1997]. Ce colloque avait débouché sur le vote d'une loi malgache définissant les conditions de transfert contractuel de la gestion locale des ressources renouvelables et disponibles sur un territoire donné de l'État (forêts, faune, flore, eau, parcours de transhumance) vers les communautés rurales de base (contrats GeLOSE), une fois celles-ci constituées en personnalités juridiques reconnues (associations, ONG). De même, l'exploitation scientifique ou industrielle des ressources naturelles sur le territoire malgache devait désormais être soumise à une autorisation ministérielle, délivrée suivant des critères écologiques contrôlés par l'Office national de l'environnement. Le consentement préalable des « personnes morales et physiques », dont les terres étaient situées dans la zone de prélèvement, était théoriquement obligatoire, et ces dernières disposaient, en cas d'exploitation commerciale de leur « patrimoine », d'un droit au pourcentage du chiffre d'affaires de l'entreprise concernée.

Par ailleurs, la discorde régnait, parmi les membres pionniers fondateurs de l'association Ankarabe, au sujet de son pilotage et de son contrôle effectif. Le roi et ses conseillers roturiers les plus proches estimaient que la composition des membres actifs faisait la part belle aux nobles de branches dynastiques rivales et, qui plus est, partisans d'un mouvement réformiste musulman (le Silamo Malagasy), mouvement urbain et organisé autour des lettrés (enseignants, médecins,

ingénieurs, employés, commerçants, entrepreneurs). Or, d'après les statuts, ces derniers se retrouvaient en position d'utiliser les fonds de l'association et de contrôler son comité directeur. Nombre de ces nobles citadins et fonctionnaires étaient membres et parfois représentants, à l'échelle nationale, du Silamo Malagasy. Ils militaient ainsi activement contre le syncrétisme du culte ancestral et du culte des saints, aménagé au sein de la confrérie soufie de la royauté. Ils désiraient purger les coutumes ancestrales de leurs « superstitions » et opérer un rapprochement avec les musulmans *zanatany* habitant en ville, en introduisant de nouvelles formes d'éducation islamique donnant de l'importance à la scolarisation (*madrasa*), à l'alphabétisation, à la publication des textes religieux en malgache, au développement des associations sportives et culturelles, et à l'accès individualisé aux sources de la foi ainsi personnalisée (*imân*), ce qui permettait de neutraliser les médiations des *‘ulamâ*^c et de délégitimer les autorités plus traditionnellement établies (des *shaykh* soufis aux prêtres lignagers en passant par les conseillers roturiers et le roi *antankaraña*)²⁴.

Aussi, il aura fallu attendre que le président Zafy soit destitué, que les élections portent de nouveau Didier Ratsiraka à la tête du pays en 1997 et que l'institutionnalisation programmée de l'autonomie des provinces, sur le plan budgétaire, administratif et législatif, accorde une place de choix aux ressources crevettières dans la politique commerciale du pays²⁵ pour que le roi et ses partisans, ainsi que la frange noble réformiste éclatée en divers courants, décident, pour des raisons différentes, de collaborer de nouveau et proposent cette association comme

instance représentative de la royauté *antankaraña* après que le comité directeur ait été changé à la demande du roi sans qu'il y ait eu de vote à ce sujet. De son côté, Tsimiaro pensait influencer ce nouveau « comité directeur » grâce à l'appui que représentait, pour lui, la grande majorité des conseillers royaux roturiers rétifs à l'idée de rejoindre cette association, et en vertu de la relation privilégiée qu'il entretenait avec le nouveau président de la République. De son côté, la frange noble réformiste, bien que non coordonnée, voyait ses différents réseaux miser sur une évolution rapide de la pêche crevette à Madagascar et escomptait l'arrivée imminente de projets aquacoles concurrents dans la région de l'Antankaraña, pour s'imposer dans cette association et l'imposer aux nouveaux arrivants.

Le développement de l'aquaculture et de la pêche représentait, de plus en plus, un enjeu vital pour l'État malgache, en raison à la fois des ressources qu'il lui procurait (son taux de recouvrement des impôts était inférieur à 20 %) et des compétences et des contributions toujours supérieures qu'il exigeait de lui : ses principaux partenaires institutionnels internationaux lui demandaient de favoriser simultanément

24. Pour un traitement plus approfondi de cette question au nord de Madagascar, voir L. Berger et O. Branchu [2005]. Pour une analyse plus développée de cette tradition réformiste *‘alamiyya* présente aux Comores, à Zanzibar et dans une bonne partie de l'Afrique noire, voir R. Loimeier [2005].

25. Déclarées en 1998 « ressources stratégiques pour la Nation » dans l'article 135 de la Constitution. Les crevettes représentent alors 50 % des exportations halieutiques et 80 % des recettes d'exportation.

plusieurs principes de base difficilement conciliables (le principe de précaution, l'exploitation durable, une approche socioéconomique optimale, la sécurisation des investisseurs, l'accès équitable aux ressources, la qualité des produits, le respect de l'environnement, le respect des normes sanitaires européennes, etc.). Il en allait donc à la fois de sa crédibilité internationale auprès des bailleurs de fonds (très présents dans ce secteur), de sa politique commerciale et de sa souveraineté territoriale vis-à-vis de la réglementation des activités halieutiques qu'il tentait de promulguer parmi les entreprises privées et les sociétés anonymes attirées sur ce marché.

L'État malgache pouvait néanmoins compter sur l'aide de l'Agence française de développement, qui s'était lancée, dès 1997, dans la conceptualisation et le financement d'un « projet d'appui au secteur crevettier » : celui-ci consistait à fournir une aide logistique au GAPCM (Groupement des armateurs de la pêche crevettière à Madagascar, regroupant, depuis 1994, une quinzaine d'entreprises privées comprenant les filiales du holding indo-pakistanaï), à subventionner des installations portuaires et à mettre en place un dispositif de recherche scientifique national sur les pêches crevettières (PNRC), piloté par l'Institut de recherche et de développement français (IRD) et placé sous la tutelle du ministère malgache de la Pêche. L'enjeu était d'éclairer les décideurs, tant sur l'effort de pêche maximum, l'attribution et la suppression des licences, le niveau annuel des redevances, la répartition des redevances entre le Trésor public et les provinces, que sur le montant annuel de la taxe pour la conservation de la ressource et sur les dates d'ouverture et de fermeture de la campagne annuelle de pêche.

C'est dans ce contexte d'institutionnalisation, à l'échelle de l'État, d'une forme de régulation de l'activité halieutique qu'arrivèrent, dans la région de l'Ankaraña, entre 1997 et 2000, plusieurs projets d'aquaculture rattachés à des entreprises différentes.

D'un côté, ces arrivées s'inscrivaient clairement dans le cadre de stratégies de contournement des politiques de dérégulation des activités de pêche industrielle suivies par le gouvernement malgache dans le but de mettre en place, pour ce secteur, des structures de concurrence formelle. L'investissement dans les complexes aquacoles édifiés sur la terre ferme permettait, en effet, aux entreprises halieutiques d'échapper à la refonte libérale du système de pêche industrielle proposée par la Banque mondiale dès 1996. Cette refonte allait se concrétiser, en 1999, par la vente aux enchères d'un marché des droits de pêche échangeables, ouvert à la concurrence internationale, ainsi que par une forte augmentation des redevances, agrémentée d'une énième redéfinition des zones économiques de pêche et de leurs conditions d'accès [Goedefroit *et al.* 2002 : 65].

D'un autre côté, deux de ces principales arrivées étaient la conséquence de la montée en puissance de ce holding indo-pakistanaï cherchant à devenir l'une des plus importantes firmes multinationales de l'ouest de l'océan Indien, présentes dans les secteurs du textile, de l'agro-alimentaire et de l'immobilier. En fait, ses deux plus grosses filiales se disputaient le site de la région de l'Ankaraña avec, à leur tête, deux cousins germains de la même famille actionnaire majoritaire. Il fallait s'assurer la direction de cette multinationale en devenir. La filiale la plus ancienne sur le marché

halieutique était forte de ses compromis antérieurs négociés avec l'appareil monarchique *antankaraña* ; la filiale plus récente était bien déterminée à damer le pion à son adversaire, par la rapidité de son action, grâce à ses entrées au sommet de l'État malgache, notamment auprès du ministre de la Pêche, qui était membre par ailleurs du Silamo Malagasy. C'est la dimension aléatoire de cette confrontation entre ces deux filiales, avec leurs moyens et leurs appuis respectifs, qui valut un dénouement spécifique à la négociation entre le roi et les entrepreneurs, venus au nom de la filiale la plus récemment intéressée à investir dans le secteur halieutique [Berger 2005 et 2006].

Le roi Tsimiaro rejeta, en effet, l'arrivée de cette nouvelle entreprise par fidélité aux engagements précédemment pris, dans la droite ligne de sa politique souverainiste. Cela eut pour conséquence de replacer au centre des négociations son cousin, le Général, et la frange noble réformiste de l'appareil monarchique. Aussi se ravisa-t-il en tentant de monopoliser l'espace des tractations afin d'arriver à un accord qui, croyait-il, lui permettrait d'établir avec cette entreprise un contrat Gelose au nom de l'association Ankarabe, dont les décrets d'application de la loi votée en 1996 venaient juste de paraître au début de l'année 2000. Pour lui, comme d'ailleurs pour bon nombre d'autochtones de la région, la distinction, légalement instituée à travers cette loi, entre ressources disponibles (visées par la gestion locale sécurisée) et ressources créées (sortant de son cadre d'application, à l'instar des ressources produites en élevage industriel) n'avait aucun sens puisque le *hasiñy* véhiculé par les restes des ancêtres enterrés était, dans les deux

cas, à l'origine de la croissance et du développement de ces ressources (et ce d'autant plus que les crevettes étaient des espèces vivantes). Lorsqu'il comprit que cette entreprise projetait d'acheter, au domaine de l'État, les terrains du site aquacole, il s'opposa à son installation en organisant un rituel de malédiction et en diffusant des rumeurs parmi la population locale, qui accusaient la firme de souiller les lieux sacrés de la royauté et de ne pas respecter les tabous de la terre.

Cette opposition frontale eut comme effet pervers de rapprocher les entrepreneurs concernés des notables villageois de l'appareil monarchique qui appartenaient à des branches dynastiques du clan royal, écartées de la succession par les Français depuis l'entre-deux-guerres (la lignée de l'*andrianabe* et du maire de Bobasakoa). Ce fut l'occasion, pour ces entrepreneurs, de découvrir le double jeu du souverain *antankaraña* à leurs dépens (sa position usurpée de représentant exclusif des populations locales), les limites de son pouvoir et l'existence d'une opposition réelle à sa personne, renforcée par le mécontentement des villageois d'avoir été maintenus à l'écart de la véritable nature du projet et des termes de l'accord conclu initialement entre la « royauté » et l'entreprise.

Ce fut également l'occasion, par les « tournées de communication » entamées auprès des agglomérations rurales jouxtant le site, de découvrir le poids démographique relatif des membres de l'appareil monarchique et de rencontrer la majorité, jusqu'alors invisible et silencieuse, des autochtones et allochtones installés dans la région. Ces derniers mirent en avant leur participation active au dynamisme

commercial de l'économie marchande locale et formulèrent des requêtes très pragmatiques aux représentants de l'entreprise, centrées sur l'amélioration de leur niveau de vie et l'accroissement de leur capacité à choisir leur mode de vie, notamment en matière d'offre religieuse. En fait, les préoccupations exprimées correspondaient, pour la plupart, à la demande d'un État de droit démocratique assurant à tous la production de biens publics en matière de santé, d'éducation, de transport et de communication. Et c'était paradoxalement cette entreprise multinationale qui se trouvait en position de satisfaire éventuellement cette demande, à cause de la démission ou de l'incurie de l'appareil d'État dans la région.

C'est la résistance du roi qui poussa les entrepreneurs à s'allier à d'autres représentants de la royauté. Pour faire face aux accusations du souverain portées devant le président de la République et les ministères responsables de l'attribution des autorisations officielles d'exploitation, ces derniers entreprirent de recenser et de cartographier les lieux et les interdits sacrés locaux, en engageant des consultants appartenant à la fois à l'appareil d'État et à la frange noble réformiste de l'appareil monarchique. Ces consultants eurent recours aux compétences des conseillers roturiers habitant à proximité du futur site. Or ce sont les groupes de descendance de ces conseillers roturiers, qui, les premiers, rallièrent l'entreprise d'aquaculture. Ils résidaient, en effet, dans des zones rurales enclavées, relativement dépeuplées et mises à l'écart, tant des réseaux infrastructurels de l'appareil d'État que des aires de circulation (communes de Bobasakoa et d'Antsaravibe).

À travers le boom des activités halieutiques sur le littoral, ces populations expérimentaient depuis peu l'arrivée de *vahiny* et de nouvelles vagues de migrants, à la différence de celles qui habitaient les communes de Mantaly, Marivorahona et Antsohimbondrona, dans le delta de la Mahavavy, et qui avaient été confrontées, du fait de la présence de la ville-usine de La Sirama, à une longue expérience pratique de colonisation rurale. Le domaine de cette entreprise nationalisée (14 000 ha) était d'ailleurs en cours de privatisation et sur le point d'être racheté par des capitaux étrangers. Durant les cinquante dernières années, une ville de 30 000 habitants et des logements construits pour les 6 000 employés originaires des Comores et de toute l'île de Madagascar y avaient été érigés. Depuis, nombre de migrants et étrangers étaient venus s'installer dans les bidonvilles dressés aux périphéries des quartiers ouvriers, selon une logique de regroupement ethnique. Les temples protestants, néopentecôtistes et adventistes, les églises anglicanes et luthériennes, les mosquées mais aussi les cultes de possession *tromba* et les associations d'originaires avaient fleuri dans ces quartiers, en proposant bien souvent des voies du salut opposées au système royal des malédictions et des bénédictions ancestrales. Cette ville-usine avait, de surcroît, ruiné les petits planteurs indépendants de l'appareil monarchique, qui s'étaient spécialisés dans la canne à sucre afin de fournir près de la moitié de la production de cette entreprise mais qui avaient eu à pâtir du truquage de ses comptes et du pillage de ses avoirs par les équipes de direction successives. Les populations autochtones de ces communes habitaient donc une région

désenclavée, relativement surpeuplée et surtout connectée à la fois aux infrastructures routières et étatiques et aux zones de dynamisme commercial (aires de collecte). Ce n'est donc pas un hasard si les allochtones et les autochtones de la microrégion de Bobasakoa accueillirent plutôt favorablement l'arrivée de ce site agro-industriel, sans exigence particulière autre que le respect de la force-énergie de la terre, tandis que les autochtones jouxtant le domaine de La Sirama y adjoignirent toute une série de conditions dont le roi se faisait le porte-parole, et qui étaient destinées à contrôler les modalités d'implantation de cette entreprise au vu des conséquences futures sur leur cadre de vie et leur statut.

La convergence des intérêts de ces populations roturières et allochtones avec ceux de la frange noble réformiste aboutit à l'éviction du souverain *antankaraña* lors d'un putsch organisé à la mairie de la deuxième ville du pays (Antsiranana). L'antenne associative de cette agglomération fut proclamée « comité directeur » avec, à sa tête, de nombreuses personnes du clan du Général. Un compte en banque fut ouvert au nom de ce comité pour recevoir le fonds de développement alloué par l'entreprise mais refusé précédemment par le roi Tsimiaro III. On décida de faire borner et immatriculer les terrains du site aquacole au nom d'une société immobilière contrôlée à la fois par le clan du Général et la filiale de l'entreprise incriminée. Le nouveau président de l'association Ankarabe était un noble de la dynastie rivale de la capitale du royaume et qui appartenait au Silamo Malagasy. Une campagne de sensibilisation encouragea les membres de l'appareil monarchique à s'organiser en antennes locales

et en bureaux similaires en vue d'une assemblée générale à venir. Et, trois ans plus tard, après que, pour la première fois de l'histoire postcoloniale de Madagascar, un *merina*, entrepreneur à succès et dirigeant de la plus grande Église chrétienne réformiste (FJKM), ait accédé aux fonctions présidentielles en ayant chassé l'équipe au pouvoir de Ratsiraka, Tsimiaro III fut symboliquement destitué, et le président de l'association Ankarabe intronisé, à sa place, sous le nom de Lamboeny III. Ce fut, à n'en point douter, la plus belle revanche que pouvait espérer ce descendant en ligne directe de Mamba, ce frère germain du roi Tsialana, déporté et emprisonné par les Français au bagne de Sainte-Marie, à la fin du XIX^e siècle, pour avoir résisté à la colonisation et avoir pris fait et cause pour la monarchie *merina* et l'appareil d'État malgache, alors en voie de construction.

La construction matérielle de « communautés politiques imaginées »

J'ai tenté de décrire ici, par le bas (*from below*) et dans toute sa complexité, la situation rencontrée et problématisée, différemment au cours du temps, par les principaux acteurs de cette étude de cas. Bien que celle-ci eût mérité une analyse plus approfondie [Berger 2006], elle souligne néanmoins l'impasse dans laquelle on se trouve à appréhender séparément le développement – en termes d'accumulation du capital – et la mondialisation – au travers de différences culturelles induites par le travail de l'imagination à l'œuvre dans l'élaboration des sentiments d'ancrage et d'appartenance à un monde vécu [Appadurai 1996].

Pour autant, envisager le développement, à l'instar d'Amartya Sen [1999], comme un

processus intégré d'expansion des libertés substantielles individuelles (un élargissement des libertés politiques, des facilités économiques, des opportunités sociales, des garanties de transparence et de la sécurité protectrice offerte aux agents sociaux)²⁶ ne rend pas plus intelligibles les façons concrètes dont cet accroissement du champ des possibles intègre cette capacité des gens à vivre conformément à leurs aspirations. Car ces initiatives s'appuient sur des contraintes, des opportunités et des logiques de situation, qui dépassent largement l'exercice du libre choix, individuel ou collectif.

La difficulté est donc d'articuler, à la fois dans la durée et dans le présent, ces différents niveaux d'interaction et d'opération, participant, de façon complémentaire, d'un seul et même processus d'accumulation du capital et de fragmentation/recomposition des espaces pratiques d'identification [Friedman 2000]. C'est là où peut se développer une véritable ethnologie politique de la mondialisation, sur les lieux où se joue la construction pratique et matérielle de « communautés politiques imaginées ».

Car cette joute médiatique initiale révèle, en définitive, l'affrontement irrécyclable entre une solidarité parentale, élargie à une communauté ethnique imaginée autour de terres ancestrales inaliénables, et une solidarité associative, élargie à une communauté nationale imaginée sur la base d'un sujet individuel autonome inaliénable, libre de choisir sa religion et ses partenaires d'échange.

26. A. Sen [1999 : 49] désigne par « libertés politiques » les droits civiques, la participation aux décisions politiques et aux méthodes de gouvernement, le contrôle et la critique des autorités politiques, la liberté d'expression et d'association ; par « facilités économiques » la possibilité, pour les individus, d'avoir accès aux ressources et de les utiliser à des fins de consommation, de production et d'échange ; par « opportunités sociales » les possibilités d'accès à l'éducation, à la santé et à un environnement propre ; par « garanties de transparence » l'assurance de non-duplicité et de clarté dans l'interaction, par la libre circulation de l'information ; et, enfin, par « sécurité protectrice » la garantie de protection sociale contre la misère, le chômage, la maladie, la mort ou la famine.

Bibliographie

- Anderson, B.** — 1983, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte.
- Appadurai, A.** — 1996, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la mondialisation*. Paris, Payot.
- Arrighi, G.** — 1994, *The Long Twentieth Century. Money, Power, and the Origins of our Times*. Londres, Verso.

- Beaujard, P.** — 2005a, « Les arrivées austronésiennes à Madagascar : vagues ou continuum ? », *Études océan Indien* 35-36 : 59-147. — 2005b, « The Indian Ocean in Eurasian and African World-Systems before the Sixteenth Century », *Journal of World History* 16 (4) : 411-465.
- Berger, L.** — 2004, *Les nouvelles ethnologies. Enjeux et perspectives*. Paris, Armand Colin. — 2005,

- « L'expert, l'entrepreneur et le roi. Chronique d'une négociation conflictuelle autour de l'implantation d'un site industriel sur des terres ancestrales sacrées (Madagascar) », in M.-C. Cormier-Salem *et al.* eds., *Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et stratégies locales*. Paris, IRD Éditions : 135-175. — 2006, « Les raisons de la colère des ancêtres *zafinifotsy* (Ankaraña, Madagascar). L'anthropologie au défi de la mondialisation ». Thèse de doctorat en anthropologie sociale. EHESS, Paris.
- Berger, L. et O. Branchu** — 2005, « L'islam à l'épreuve de l'ancestralité dans les villes et campagnes du nord de Madagascar », in M. Gomez-Perez ed., *L'islam politique au sud du Sahara. Identités, discours et enjeux*. Paris, Karthala : 69-117.
- Bertrand, A. et M. Razafindrabe** — 1997, *La problématique foncière à Madagascar*. Antananarivo, CIRAD-Cerg2R.
- Bierschenk, Y., J.-P. Chauveau et J.-P. Olivier de Sardan eds.** — 2000, *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projet*. Paris, Karthala.
- Boyer, R. et Y. Saillard** — 1995, *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*. Paris, La Découverte.
- Burawoy, M.** — 2000, *Global Ethnography. Forces, Connections, and Imaginations in a Postmodern World*. Berkeley, University of California Press. — 2003, « L'étude de cas élargie. Une approche réflexive, historique et comparée de l'enquête de terrain », in D. Cefaï ed., *L'enquête de terrain*. Paris, La Découverte : 425-465.
- Chaudhuri, K.N.** — 1985, *Trade and Civilization in the Indian Ocean. An Economic History from the Rise of Islam to 1750*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Cole, J.** — 2004, « Fresh Contact in Tamatave, Madagascar. Sex, Money, and Intergenerational Transformation », *American Ethnologist* 31(4) : 573-588.
- Escobar, A.** — 1995, *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, Princeton University.
- Esoavelomandroso, M.** — 2001, « Violence et clientélisme comme moyens de gouvernement : le cas de Madagascar, 1975-2000 », *Studia africana* 12 : 95-105.
- Feeley-Harnik, G.** — 1991, *A Green Estate. Restoring Independence in Madagascar*. Washington, Smithsonian Institution Press.
- Ferguson, J.** — 1990, *The Anti-Politics Machine : Development, Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Foucault, M.** — 1994, *Dits et écrits*. Tome IV. Paris, Gallimard. — 2004a, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977*. Paris, Gallimard. — 2004b, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France, 1978*. Paris, Gallimard.
- Friedman, J.** — 2000, « Globalization, Class and Culture in Global Systems », *Journal of World System Research* 6 (3) : 636-656.
- Gezon, L.** — 1999a, « Of Shrimps and Spirit Possession : Toward a Political Ecology of Resource Management in Northern Madagascar », *American Anthropologist* 101 : 58-67. — 1999b, « From Adversary to Son : Political and Ecological Process in Northern Madagascar », *Journal of Anthropological Research* 55 : 71-97. — 2000, « Women, Politics and Economics : Case Studies from the Ankaraña Region », *Taloha* : 239-263. — 2005, « Finding the Global in the Local. Environmental Struggles in Northern Madagascar », in S. Paulson et L. Gezon eds., *Political Ecology across Spaces, Scales, and Social Groups*. Londres, Rutgers University Press : 135-154. — 2006, *Global Visions, Local Landscapes : A Political Ecology of Conservation, Conflict, and Control in Northern Madagascar*. New York, Alta Mira Press.
- Giddens, A.** — 1984, *La constitution de la société*. Paris, PUF.
- Giguère, H.** — 2006, *Des morts, des vivants et des choses. Ethnographie d'un village de pêcheurs au nord de Madagascar*. Québec, Presses de l'Université Laval.
- Goedefroit, S.** — 2003, « La part maudite des pêcheurs de crevettes à Madagascar », *Études rurales* 159-160 : 145-171.
- Goedefroit, S., C. Chaboud et Y. Breton eds.** — 2002, *La ruée vers l'or rose. Regards croisés sur la pêche crevettière traditionnelle à Madagascar*. Paris, IRD Éditions.
- Hugon, P.** — 1987, « La crise économique à Madagascar », *Afrique contemporaine* 144 : 3-22.

- Hutchins, E.** — 1995, *Cognition in the Wild*. Cambridge, MIT Press.
- Lambek, M.** — 2002, *The Weight of the Past. Living with History in Majunga, Madagascar*. New York, Palgrave Macmillan.
- Loimeier, R.** — 2005, « Is There Something Like Protestant Islam ? », *Die Welt des Islams* 45 (2) : 216-254.
- Long, N.** — 2001, *Development Sociology. Actor Perspectives*. Londres, Routledge.
- Olivier de Sardan, J.-P.** — 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris, Karthala.
- Ottino, P.** — 1998, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar. Parenté, alliance et patrimoine*. Paris, Karthala/ORSTOM.
- Pearson, M.** — 2005, *The World of the Indian Ocean, 1500-1800. Studies in Economic, Social, and Cultural History*. Ashgate, Aldershot.
- Perrot, C.-H. et F. Fauvelle-Aymard** — 2003, *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'État en Afrique contemporaine*. Paris, Karthala.
- Rabeherifara, J.-C.** — 1987, « Transition capitaliste et formation de l'identité ouvrière dans les pays dominés : travail et travailleurs à La Sirama d'Ambilobe (Madagascar) ». Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris VII.
- Raison-Jourde, F.** — 1993, *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'État*. Paris, Karthala.
- 1993, « Une transition achevée ou amorcée ? », *Politique africaine* 52 : 6-18.
- Raison-Jourde, F. et J.-P. Raison eds.** — 2002, *Madagascar, les urnes et la rue (Politique africaine 86)*.
- Razafimpahanana, B.** — 1995, *Changement de régime politique à Madagascar. Les événements de 1991 à Antananarivo*. Antananarivo, Librairie mixte.
- Roubaud, F. ed.** — 2002, *Madagascar après la tourmente : regards sur dix ans de transition politique et économique (Afrique contemporaine 202-203)*.
- Sen, A.** — 1999, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. Paris, Odile Jacob.
- Testart, A.** — 2003, « Propriété et non-propriété de la terre. L'illusion de la propriété collective archaïque », *Études rurales* 165-166 : 209-242. — 2004, « Propriété et non-propriété de la terre. La confusion entre souveraineté politique et propriété foncière », *Études rurales* 169-170 : 149-178.
- Urfer, S.** — 1993, « Quand les Églises entrent en politique », *Politique africaine* 52 : 31-39.
- Walsh, A.** — 2001a, « When Origins Matter : The Politics of Commemoration in Northern Madagascar », *Ethnohistory* 48 (1-2) : 237-256. — 2001b, « What Makes (the) Antankaraña, Antankaraña ? Reckoning Group Identity in Northern Madagascar », *Ethnos* 66 (1) : 27-48.

Résumé

Laurent Berger, *Les voix des ancêtres et les voies du développement. Les populations de l'Antankaraña en butte à la mondialisation*

À la suite de l'implantation rurale au nord de l'île d'un site agro-industriel financé par une filiale de la Banque mondiale, le souverain *antankaraña* Tsimiaro III est médiatiquement destitué par une branche dynastique rivale, après avoir, durant près de quinze ans, entretenu et développé, à l'échelle nationale, les grands rituels de cette royauté, joué les médiateurs privilégiés auprès des ONG et multinationales, et soutenu publiquement de grandes

Abstract

Laurent Berger, *The Ancestors' Voices and Paths to Development: The Antankaraña Exposed to Globalization*
After an agribusiness plant funded by a World Bank subsidiary was set up in rural northern Madagascar, a rival branch of the dynasty ousted Tsimiaro III. For nearly fifteen years, the Antankaraña king had, all over the island, developed the major ceremonies related to the royalty, served as a middleman with NGOs and transnational corporations, and publicly supported the principal leaders during the postcolonial period. This "broad case study" explains this event by relating it to the material,

figures de l'État postcolonial. Cette « étude de cas élargie » tente de rendre intelligible cet événement, en l'articulant à la construction matérielle de « communautés politiques imaginées », sur le plus ou moins long terme : s'y dessinent alors, dans l'engouement religieux populaire et l'« autochtonisation » des migrants, la bureaucratisation de l'appareil monarchique, la libéralisation de l'État malgache et l'affrontement de projets de développement régionaux concurrents sur une scène où, en définitive, se jouent l'émergence de représentants légitimes des populations locales et leur capacité à faire entendre aux puissants les préoccupations de la vie quotidienne et les aspirations collectives pour l'avenir.

Mots clés

ethnographie multisite, Madagascar, mondialisation, royauté *antankaraña*, site d'aquaculture

more or less long-run construction of “imagined political communities”. Light is thus shed on the popular infatuation with religion, the “nativization” of migrants, the bureaucratization of the monarchical staff, the liberalization of the Malagasy state and the confrontation between rival plans for regional development in a context where the ultimate issue is the emergence of legitimate representatives for local populations and their ability to make the powerful listen to everyday concerns and to collective expectations for the future.

Keywords

multisite fieldwork, Madagascar, globalization, the Antankaraña dynasty, fish farming